

de graves inquiétudes au sujet des répercussions de la civilisation et de la destruction de la culture indigène qu'elles provoquent, et de la baisse qui en découle dans les normes de moralité. Cet état de choses exige un programme complet de recherches en matière d'anthropologie sociale, afin de déterminer et définir les problèmes qu'un tel état de choses pose aux indigènes et recommander les mesures propres à atténuer leurs difficultés d'adaptation. Sans ces études, nous continuerons à payer le prix fort en mesures de secours et de réadaptation ou bien en souffrances humaines qui pourraient être évitées.

J'ai mentionné les universités, tout comme M. Wilson dans ses articles publiés dans le *Telegram* de Toronto. Dans tout programme visant à accroître l'activité scientifique dans le Nord, les universités doivent jouer un rôle important, tant par la recherche elle-même que par la formation d'hommes de science spécialisés dans la connaissance du Nord. Il est toujours difficile de trouver des savants mais sans l'appui suffisant du gouvernement, nous n'en aurons pas du tout. Les hommes de science qui seraient prêts à aller dans le Nord et qui en sont capables, mais qui n'ont pas les moyens de s'équiper, ont besoin qu'un organisme leur fournisse les fonds nécessaires. Je pense donc que le gouvernement devrait avoir pour ligne de conduite d'octroyer des subventions à des institutions comme l'Institut des études du Nord, en Saskatchewan, afin d'y favoriser et soutenir la recherche.

On a dit que certaines universités devraient se spécialiser dans les études du Nord. Un tel programme cependant semble restreint. La recherche dans le grand Nord est si importante pour le Canada qu'à mon avis, toutes les universités devraient être encouragées à entreprendre des études du Nord et le besoin n'en est que plus urgent, du fait qu'il en coûte de plus en plus cher pour administrer les universités dans notre pays. Je prie le gouvernement d'aider dans ce domaine. La façon la plus efficace de fournir cet encouragement serait de verser des subventions aux universités à l'égard des programmes de recherches sur le Nord. De cette façon, certaines facultés universitaires pourraient élargir leurs cadres afin d'entreprendre des recherches sur le Nord et de former des scientifiques. On devrait immédiatement donner suite à cette idée, afin que les facultés universitaires puissent s'orienter en conséquence. Il faudrait accorder des subventions croissantes, dont le chiffre atteindrait environ un million de dollars par année d'ici trois ou quatre ans. Afin de répondre aux besoins du gouvernement et des travailleurs scientifiques des universités, des installations de laboratoire sont nécessaires dans le Nord même. Ces installations, modestes, je souligne, devraient assurer aux

travailleurs scientifiques le minimum de moyens pour poursuivre les recherches qui ne peuvent être accomplies dans le Sud du pays.

M. Wilson recommande un tel établissement au lac Hazen, dans l'île Ellesmere. Le Conseil de recherches pour la défense a un laboratoire à Fort-Churchill. Je suis d'avis que ce laboratoire devrait être doté des installations nécessaires pour qu'on puisse y faire des recherches générales. En outre, deux laboratoires sont nécessaires, l'un dans les îles de l'extrême Arctique et l'autre dans l'ouest de l'Arctique.

Le gouvernement a fait un pas dans la bonne voie en prévoyant dans les crédits, cette année, des montants destinés à l'institution d'un laboratoire de recherches au nouvel établissement d'Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest. Il faudra environ deux ans pour établir seulement ce petit poste.

J'aimerais terminer mes observations en citant un éditorial du *Whig-Standard* de Kingston, en date du 6 mars 1959 et intitulé «Il est temps de mettre la main sur l'Arctique.» On y dit:

Il faut, semble-t-il, que nous fassions plus de relevés topographiques dans la région...

dans le Nord canadien...

...et le plus sûr moyen d'y parvenir, c'est d'occuper ce territoire. Le ministre des Mines, M. Comtois, a admis qu'on a accompli très peu, en fait, en vue d'accélérer nos recherches dans l'Arctique. Le gouvernement projette maintenant d'activer ces travaux et une expédition se trouve à l'heure actuelle sur le plateau continental.

Il paraît étrange qu'après avoir tant parlé de nos droits souverains depuis quelques années, le gouvernement n'ait pas entrepris les projets qui s'imposaient dans le Nord. Nous nous plaçons à dire combien cette région est importante pour nous, tant au point de vue économique qu'au point de vue stratégique, et pourtant nous avons manifestement négligé d'agir comme si nous étions déterminés à éloigner les transgresseurs. Nous pourrions bien nous apercevoir un jour qu'une autre nation a tiré pareil parti de la situation et qu'un visiteur importun s'est installé en permanence à notre porte.

**M. H. M. Batten (Humber-St. George's):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais formuler quelques observations au sujet de l'institution du comité. Je suis très content que le comité soit institué de nouveau cette année, car je le considère très important. Il s'occupe du Conseil national de recherches et, à mon avis, il importe que le Parlement, que le Canada, soient mis au courant du travail qu'accomplit cet organisme. J'estime, pour ma part, qu'il fait de l'excellente besogne, et, bien que ce travail ait pour cadre les murs des laboratoires scientifiques, on devrait en communiquer les résultats, non seulement à ceux qui sont indirectement intéressés, mais surtout à ceux qui le sont directement.